

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 435

16 février 2016

### SOMMAIRE

A.C.I. Morocco S.à r.l. ....	20858	LBBM S.à r.l. ....	20835
Anetorre .....	20858	Liane Properties S.à r.l. ....	20834
A.R.S. Groupe S.A. ....	20880	Lone Star Property S.A. ....	20840
Ben Oldman Loan Partners S.à r.l. ....	20880	Lourmel Holding S.A. ....	20839
Estonteco .....	20879	Lucas S.à r.l. ....	20840
ICTS Europe .....	20855	Luxassur Sàrl .....	20837
Idi Gazeley Düsseldorf South 1 S.à r.l. ....	20866	Magnetar FI Luxembourg, S.à r.l. ....	20837
IDI Gazeley Düsseldorf South 2 S.à r.l. ....	20859	Mallinckrodt Lux Ip S.à r.l. ....	20837
IF-Finance .....	20840	Mano .....	20838
IGEFI Group S. à r.l. ....	20836	Manter S.à r.l. ....	20838
IMCRIS S.A. ....	20880	Marbrerie Michelini Distribution SA .....	20838
Immobilière Bei Sàrl .....	20836	Mars Holding S.à r.l. ....	20837
Immobilière et Commerciale Graas S.A. ....	20836	M.B. Links S.à r.l. ....	20835
Imprimerie Marc Mechtel S.à r.l. ....	20836	Meetings, Translations & Incentives Services S.A. ....	20839
Ingeborg Investment S.A. ....	20835	mensching plus S.à r.l. ....	20837
Jeans Century Invest S.A. ....	20834	Mentor GmbH .....	20839
Jirehouse Luxembourg S.A. ....	20835	MF Distribution S.à r.l. ....	20839
Jirehouse Luxembourg S.A. ....	20835	Miba Lux Services S.à r.l. ....	20837
Jochi .....	20834	Michael SCHORN S.à r.l. ....	20838
JPK International S.A. ....	20834	Misys Manco S.C.A. ....	20838
Jubelade S.C.A., SICAV-FIS .....	20834	Monster Luxembourg S.A. ....	20840
June S.C.A., SICAV-FIS .....	20839	Negentropy SICAV-SIF .....	20841
Kathy's Cupcakery S.à r.l. ....	20836	NREP NSF II Investment S.à r.l. ....	20874
KBL European Private Bankers S.A. ....	20880	Opportunity Fund III Property XII S.à r.l. ..	20876
Laboule S.à r.l. ....	20840		

**Liane Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 151.553.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Décembre 2015.

LIANE PROPERTIES S.à r.l.

Robert McCorduck

*Gérant*

Référence de publication: 2016000409/14.

(150239748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Jeans Century Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 148.672.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000376/10.

(150239516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Jochi, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 186.668.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000380/10.

(150239215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**JPK International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.101.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 15/12/2015.

Référence de publication: 2016000381/10.

(150239083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Jubelade S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 60.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000373/10.

(150238857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**LBBM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 184.316.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sarl  
Luxembourg

Référence de publication: 2016000424/12.

(150238980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**M.B. Links S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8832 Rombach, 13, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 161.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2016000441/12.

(150239041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Jirehouse Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 137.488.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016000370/10.

(150238964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Jirehouse Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 137.488.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016000371/10.

(150239483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Ingeborg Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 41.481.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000362/10.

(150239175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**IGEFI Group S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 116.668.

—  
*Extrait de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 2015*

En application de l'article 70 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés telle qu'elle a été modifiée, les associés de IGEFI Holdings s.à r.l., société mère de IGEFI Group s.à r.l. ont décidé d'établir et de publier les comptes consolidés et ont constaté que les conditions dudit article 70 sont remplies.

Les comptes annuels consolidés, le rapport de gestion consolidé et le rapport du réviseur d'entreprises au 31 décembre 2014 de IGEFI Holdings S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016000353/15.

(150239357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Kathy's Cupcakery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6180 Gonderange, 30, rue de Bourglinster.

R.C.S. Luxembourg B 184.480.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000383/9.

(150239379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Immobilière Bei Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 60.623.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000356/10.

(150238897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Immobilière et Commerciale Graas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3370 Leudelange, Zone Industrielle Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 12.853.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000357/10.

(150238943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Imprimerie Marc Mechtel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3441 Dudelange, 45, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 148.748.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000358/10.

(150239054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

**Luxassur Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 116.105.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000439/9.

(150239210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Magnetar FI Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 161.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000443/9.

(150239157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Mallinckrodt Lux Ip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 189.108.

Les comptes annuels au 26 Septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000445/9.

(150239176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Mars Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 173.396.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000446/9.

(150239482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**mensching plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 148.367.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000448/9.

(150239501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Miba Lux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9530 Wiltz, 28-30, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 166.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000451/9.

(150239023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Misys Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.514.

—  
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 777 du 23 mars 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Misys Manco S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2016000453/15.

(150239314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Michael SCHORN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 6, rue Pierre Risch.

R.C.S. Luxembourg B 116.090.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000452/9.

(150238911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Mano, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3898 Foetz, 162, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 43.963.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000462/10.

(150238876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Manter S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 136, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 156.944.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000463/10.

(150238925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Marbrerie Michelin Distribution SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3225 Bettembourg, Z.I. route de Dudelange.

R.C.S. Luxembourg B 67.605.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000464/10.

(150239050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Mentor GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 104.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2016000471/10.

(150239476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**MF Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4540 Differdange, 96, rue Dicks-Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 154.497.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2016000473/10.

(150239656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Meetings, Translations & Incentives Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8015 Strassen, 3, rue des Carrefours.

R.C.S. Luxembourg B 53.661.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000447/10.

(150238880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Lourmel Holding S.A, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 102.826.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2015, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LOURMEL HOLDING S.A.*

*Société anonyme*

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2016000433/13.

(150239604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**June S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 72.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000374/11.

(150238855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**IF-Finance, Société Anonyme.**

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.  
R.C.S. Luxembourg B 142.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Remplace la 1<sup>ère</sup> version (art. 6bis du règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 concernant le RCS) déposée le 30/11/2015.

Numéro du dépôt initial au RCS: L150216207

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000352/13.

(150239382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Laboule S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 5-7, rue de l'Alzette.  
R.C.S. Luxembourg B 98.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016000420/11.

(150239472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Lone Star Property S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.  
R.C.S. Luxembourg B 159.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000432/10.

(150239704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Lucas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8387 Steinfört, Al Schmelz.  
R.C.S. Luxembourg B 32.519.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000437/10.

(150239266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Monster Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 61.333.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000457/10.

(150238915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---



**Negentropy SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 141.322.

In the year two thousand and sixteen, on the twentieth day of January;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,  
was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders (the "Shareholders") of NEGENTROPY SICAV - SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated pursuant to a notarial deed dated 25 August 2008 drawn up by Me Martine SCHAEFFER, notary then residing in Luxembourg-(Grand Duchy of Luxembourg), and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2240 of September 13, 2008, which articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed received by the undersigned notary dated December 29, 2011, number 181 of January 23, 2012 registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 141.322, and having its registered office at L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves (the "Company").

The Meeting was opened at 11 am at the registered office of the Company in Luxembourg.

The Meeting elected as Chairman Mr. Xavier ROUVIERE, private employee, with professional address at L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Christine SCHUEBEL, private employee, with professional address at L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Grigore BOBINA, private employee, with professional address at L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their Shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and by the public notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. That the quorum required is at least fifty per cent of the issued share capital of the Company and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two-thirds of the votes casts at the Meeting.

III. That this Meeting has been duly convened by notices containing the agenda and sent to shareholders by registered mail on January 8<sup>th</sup>, 2016; a copy of such convening notices has been given to the board of the Meeting.

IV. That it appears from the attendance list, that out of the 161,156 shares currently issued, 111,154 shares, representing together 70.33% of the corporate capital are present or represented at the Meeting and that pursuant to article 67-1 of the law on commercial companies, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

*Agenda*

1. To resolve to amend the second paragraph of article 3 of the articles of incorporation (the "Articles") so as to read as follows:

"The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007") and, if applicable, the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013").";

2. To resolve to amend the first paragraph of article 4 of the Articles so as to read as follows:

"The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg." and to transfer the registered office of the Company to 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

3. To resolve to amend articles 14, 15, 16, 18, 23, 24, 27, 28, 29 and 30 of the Articles;

4. To resolve to insert new articles 31, 32 and 33 to the Articles and to renumber the current articles 31 and 32 accordingly;

5. To resolve to remove the French translation of the Articles.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously/ with a two-third majority by the Meeting:

*First resolution*

The Meeting RESOLVED to amend the second paragraph of article 3 of the articles of incorporation (the "Articles") so as to read as follows:

“The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the “Law of 2007”) and, if applicable, the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “Law of 2013”).”;

*Second resolution*

The Meeting RESOLVED to amend the first paragraph of article 4 of the Articles so as to read as follows:

“The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg.” and to transfer the registered office of the Company to 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

*Third resolution*

The Meeting RESOLVED to amend articles 14, 15, 16, 18, 23, 24, 27, 28, 29 and 30 of the Articles;

*Fourth resolution*

The Meeting RESOLVED to insert new articles 31, 32 and 33 to the Articles and to renumber the current articles 31 and 32 accordingly;

*Fifth resolution*

The Meeting RESOLVED to discard the French translation of the Articles in accordance with article 26 (2) of the 2007 Law respectively article 95 and 26 (2) of the 2010 Law and only have an English version going forward.

*Sixth resolution*

The Meeting RESOLVED to restate the articles of incorporation of the Company in light of the conversion of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities (“UCITS”) under the provisions of the Law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments (as amended, the “2010 Law”): the Company being currently subject to the Luxembourg Law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

Henceforth, the articles of incorporation shall be read as follows:

**Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as “société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé” under the name of “NEGENTROPY SICAV-SIF” (hereinafter the “Company”).

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an undetermined period. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the «Articles»).

**Art. 3. Object.** The object of the Company is to place the funds available to it in securities of all types (including units or shares of other undertakings for collective investment), and other permitted assets, directly or through one or several wholly owned subsidiaries, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the “Law of 2007”) and, if applicable, the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “Law of 2013”).

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the “Board of Directors”).

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5. Capital - Shares - Classes and Sub-Funds.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the “Shares” and each a “Share”) and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The subscribed capital of the Company, increased by the share premiums, shall amount at least to the minimum prescribed by Luxembourg law and must be reached within a period of twelve months from the authorisation of the Company in Luxembourg.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares and/or partly paid Shares (as permitted by the Law of 2007) at any time in accordance with Article 6 at a price based on the Net Asset Value (as defined below) per Share without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The Board of Directors may also decide to issue Shares with a share premium.

The Board of Directors may delegate to any of its members (the “Directors”, each individually a “Director”) or to any officer of the Company or to any duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new Shares and to deliver these, remaining always within the provisions of the Law of 2007.

The capital of the Company, which has an umbrella structure, may be divided, as the Board of Directors shall determine, into different portfolios of securities and other assets permitted by law with specific investment objectives and various risk or other characteristics (the “Sub-Funds” and each a “Sub-Fund”). The Sub-Funds may be denominated in different currencies as the Board of Directors shall determine. With regard to third parties, there is no cross liability between Sub-Funds and each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities reasonably attributable to it. Within each Sub-Fund, the Board of Directors may decide to issue different classes of Shares (the “Classes” and each a “Class”) which may differ, inter alia, with respect to their charging structure, dividend policies, hedging policies, investment minima, currency of denomination, liquidity profile or other specific features, as the Board of Directors may decide to issue. The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Classes shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors. The Board of Directors may issue one or more series of Shares within each Class. Where the context so requires, references in these Articles of Incorporation to “Sub-Fund(s)” shall be references to “Class(es)”.

The Company has multiple sub-funds as provided for in article 71 of the Law of 2007. The assets of a specific Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds. The Company shall prepare consolidated accounts in Euro or such other currency as the Board of Directors may determine.

**Art. 6. Issue of Shares.** The Company may elect to issue Shares in both registered or bearer form. The Company shall issue statements of account to certify holdings of shareholders, which shall constitute extracts of the register of shareholders (the “Register”).

If bearer Shares are issued, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. Bearer share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Unless otherwise provided for in the offering document of the Company as the same may be amended from time to time (the “Offering Document”), Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates in bearer form or a confirmation of his shareholding.

Holders of bearer Shares may at any time request conversion of their Shares into registered Shares. Holders of registered Shares may only request conversion of their Shares into bearer Shares if permitted by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document.

Payments of dividends will be made by bank transfer or by cheque to shareholders, in respect of registered Shares, at their address in the Register or to designated third parties and, in respect of bearer Shares, in the manner determined by the Board of Directors from time to time in accordance with Luxembourg law.

A dividend declared but not paid on a Share within six years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. All issued Shares of the Company, other than bearer Shares, shall be inscribed in the Register, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered Shares, his residence or elected domicile and the number of Shares held by him. Every transfer of a registered Share shall be entered in the Register.

Transfer of bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates.

Transfer of registered Shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and if so requested by the Company, at its discretion, also signed by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

The Directors may in their absolute discretion decline to register any transfer of shares to a U.S. Person (as defined in the Offering Document) or to any persons who are not eligible investors or where the holding of such shares may result in legal, regulatory, pecuniary, taxation or material administrative disadvantage for the Company or the holders of Shares or

the Investment Manager or in any circumstances that are set out in the Offering Document as being circumstances entitling the Directors to refuse to register a transfer of registered shares.

In case of bearer Shares the Company may consider the bearer, and in the case of registered Shares the Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the Register, as full owner of the Shares.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the Register.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis. In the case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

The Company will recognise only one holder in respect of a Share in the Company unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bear owners and usufructuaries vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7. Lost and Damaged Certificates.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

a) The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificates.

**Art. 8. Restrictions on Shareholding.** Shares of the Company may only be subscribed by well-informed investors, as defined in the Law of 2007, (“Well-Informed Investors”) who have been selected by the Board of Directors, which has full power to accept and reject subscriptions. However, the Board of Directors shall have power to impose or relax restrictions on any Shares or Sub-Fund (other than any restrictions on transfer of Shares, but including the requirement that Shares be issued only in registered form), but not necessarily on all Shares within the same Sub-Fund, as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Sub-Fund in the Company are acquired or held by or on behalf of:

(a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board of Directors shall have determined that the Company, any of the Company’s investment managers or advisers or any Connected Person (as defined in Article 17) would suffer any disadvantage as a result of such breach);

(b) any person in circumstances which, in the opinion of the Board of Directors, might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or market timing and/or late trading practices; or

(c) any person who, in the opinion of the Board of Directors, does not qualify as a Well-Informed Investor.

For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such registration would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares (a “Precluded Person”);

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder’s Shares rests in a Precluded Person; and

(c) decline to accept the vote of any Precluded Person at any general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of the Company;

(d) if it appears at any time that a shareholder is not a Well-Informed Investor, in addition to any liability under applicable law, the relevant shareholder shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders

of the relevant Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status; and

(e) where it appears to the Company that any person, who is a Precluded Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder

The Board of Directors is also entitled to compulsorily redeem all Shares of the Company or of a shareholder where:

(i) the aggregate amount invested in the Company or the small number of shareholders with outstanding Shares at any time does not justify or support the continued trading and existence of the Company; or

(ii) the Shares are, in the opinion of the Directors, held or being acquired directly or indirectly for the account of, or for the benefit of any person who is not an eligible investor (in each case as defined in the Offering Document); or

(iii) in any other circumstances in which the Board of Directors determines in its absolute discretion that such compulsory redemption is in the best interests of the Company.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body and, without limitation, by any U.S. Person.

The Company will compulsorily redeem Shares in the following manner:

(i) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder bearing such Shares or appearing in the Register as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as hereafter defined) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled;

(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Net Asset Value of Shares of the relevant Sub-Fund and Classes, determined in accordance with Article 23, less any redemption charge payable in respect thereof;

(iii) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or Class and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person, but, if a Share certificate shall have been issued, only upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. The Redemption Price which has not been distributed to the shareholders upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian for a period of six months and, after such period, the Redemption Price will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the shareholders entitled thereto. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest);

(iv) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

**Art. 9. Powers of the General Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund and Classes of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10. General Meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the first Friday of the month of February of each year at 3 p.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg (a "Business Day"), the general meeting will take place on the following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders or Sub-Fund or Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Sub-Fund or Class meetings may be held to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund or Class. Two or more Sub-Funds or Classes may be treated as one single Sub-Fund or Class if such Sub-Funds or Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Sub-Funds or Classes.

**Art. 11. Notices, Quorum and Votes.** The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share of a Sub-Fund, regardless of the Net Asset Value per Share within its Class, is entitled to one vote, subject to the restrictions contained in these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Shareholders may also vote by means of a dated, signed and duly completed form which must include the information as set out herein. The Board of Directors may in its absolute discretion indicate in the convening notice that the form must include information in addition to the following information: the name of the Company, the name of the shareholder as it appears in the Register; with respect to bearer Shares, the identification number of the certificate that was issued to the shareholder; the place, date and time of the meeting; the agenda of the meeting; an indication as to how the shareholder has voted.

In order for the votes expressed by such form to be taken into consideration for the determination of the quorum, the form must be received by the Company or its appointed agent at least three Business Days before the meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the Board of Directors.

If so decided by the Board of Directors, at its discretion, and disclosed in the convening notice for the relevant meeting, shareholders may take part in a meeting by way of videoconference or by any other means of telecommunication which allow them to be properly identified and in such case will be considered as present for the quorum and majority determination.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12. Convening Notice.** Shareholders will meet pursuant to notice in the manner provided for by Luxembourg law..

**Art. 13. The Board of Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14. Proceedings of the Board of Directors.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet, upon call by any one Director, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors. In his absence the shareholders or the Board of Directors shall appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by email, cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by email, cable, telegram, telex or telefax message another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by email, cable, telegram, telex or telefax.

Meetings of the Board of Directors may be held by way of conference call, video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

The meeting held at a distance by way of such means of communication shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two Directors are present at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board or not) as it thinks fit.

**Art. 15. Minutes of Board of Directors Meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary or by any one Director.

**Art. 16. Determination of the Investment Policies.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company and shall set forth in the Offering Document the investment objectives, policies and restrictions of the Company in accordance with the Law of 2007 and, if applicable, the Law of 2013.

**Art. 17. Director's Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate officer or employee of such other company or firm (a "Connected Person"). Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such a affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Nentropy Capital Partners LLP or any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors unless such a "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

**Art. 18. Indemnity.** Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words "claim", "actions", "suit", or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A.- against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

- 1) by a court or other body approving the settlement; or
- 2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors of the Company constituting at least a majority of such Board of Directors who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or
- 3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and

administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 19. Administration.** The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20. Auditor.** The Company shall appoint an independent auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 21. Redemption and Conversion of Shares.** As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the limitations set forth by law and in the Offering Document.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

- (i) such request is made in accordance with the requirements set out in the Offering Document;
- (ii) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time, redeem all the remaining Shares held by such shareholder in that Sub-Fund; and
- (iii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed on a dealing day to a number representing a percentage (as set out in the Offering Document) of the net assets of a same Sub-Fund or a percentage (as set out in the Offering Document) of the net assets of Classes related to a single pool of assets in the Company.

In case of deferral of redemption, the relevant Shares shall be redeemed at the Share price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof.

The redemption price shall generally be paid within a period as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time, following the receipt of the redemption request by the Company and shall be based on the Share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, less any redemption charge in respect thereof determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Any such redemption request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines and as set out in the Offering Document, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 23 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document, any shareholder may request switching of the whole or part of his Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of a Class of another Sub-Fund or in another Class of the same Sub-Fund based on a switching formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the Offering Document.

**Art. 22. Frequency of Valuations and Suspension of Valuations.** The Net Asset Value shall be determined as to the Shares of each Class of each Sub-Fund by the Company from time to time, but at least once per month, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time of determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Funds and the issue, redemption and conversion of Shares in the following cases:

- (a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, other than for legal



holidays, or during which dealings are substantially restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency, in the opinion of the Directors, or when, as a result of political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Company, disposal of the underlying assets of the relevant Sub-Fund by the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to shareholders' interests or if, in the opinion of the Directors, a fair price cannot be calculated for those assets;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current price or value on any market or stock exchange;

(d) if the Company is being or may be wound up, merged or reorganised, from the date on which notice is given of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up, merge or reorganise the Company is to be proposed or, if a Sub-Fund is being liquidated, merged or reorganised, from the date on which the notice provided for in Article 29 below, is given;

(e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained (including the suspension of the calculation of the net asset value of an underlying undertaking for collective investment or other investment vehicle);

(f) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of a Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Directors, be effected at normal rates of exchange;

(g) to avoid breaching the conditions of any loan; or

(h) any other circumstances beyond the control of the Directors.

The Directors may, in any of the cases listed above, temporarily suspend the issue and/or redemption and/or switching of Shares without suspending the calculation of the Net Asset Value.

The Company shall cease the issue, conversion, redemption and repurchase of the Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

Shareholders who have requested conversion, redemption or repurchase of their Shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof. Shareholders who have requested the conversion, redemption or repurchase of their Shares, may withdraw their request in respect of any dealing day affected by the suspension before the termination of the suspension period. Payment may be withheld from persons whose Shares have been redeemed prior to such suspension until such suspension is lifted. Other shareholders will be promptly informed by mail of any such suspension and of the termination thereof.

In addition, the Board of Directors has the right to postpone any Valuation Day for a period as set out in the Offering Document without the requirement to give notice to shareholders when, in their opinion, a significant proportion of the assets of the Company cannot be valued on an equitable basis and such difficulty is expected by the Board of Directors to be overcome within that period. The Board of Directors will take all reasonable steps to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

**Art. 23. Determination of Net Asset Value.** The net asset value (the "Net Asset Value") per Share shall be determined by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company corresponding to the relevant Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, by the number of outstanding Shares of the relevant Sub-Fund adjusted to reflect any dealing charges, dilution levies or fiscal charges which the Board of Directors feels it is appropriate to take into account in respect of that Sub-Fund and by rounding the resulting sum as provided in the sales documents of the Company.

The Net Asset Value per Share of a Sub-Fund is expressed in a currency selected by the Board of Directors for each Sub-Fund.

The Net Asset Value of the Company is expressed in Euro or such other currency as the Board of Directors may determine.

A. The assets of the Company shall include without limitation

(i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in underlying funds, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(iv) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);

(v) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off;

(vii) property investments or property rights registered in the name of the Company or the Company's wholly owned subsidiaries;

(viii) shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies; and

(ix) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

In varying its policies in respect of each Sub-Fund, the Directors may permit the application of different rules of valuation if this appears to be appropriate in light of the investments made, provided that one set of rules shall be applied to the valuation of all similar assets allocated to a specific Sub-Fund.

The proportion of the net assets allocable to a Sub-Fund will be determined on the basis of the issue and redemption of the Shares concerned, the change in value of the assets held on behalf of the Sub-Fund and the liabilities allocable thereto, as well as by taking into account distributions made to holders of the Shares concerned.

For these purposes, Shares of the relevant Sub-Fund to be redeemed in respect of the relevant Dealing Day will be included in the Shares of the relevant Sub-Fund in issue on that Dealing Day while Shares of each Sub-Fund to be issued in respect of the relevant Dealing Day will be excluded from the Shares of the relevant Sub-Fund in issue on that Dealing Day.

When calculating the Company's assets, a three tier approach will be followed.

Level 1 - Easily observable market values

For assets where quoted prices/values are readily available in active/liquid markets:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Directors may consider appropriate to reflect the true value thereof;

(b) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;

(c) the value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange (including quoted securities of closed-ended underlying funds) shall be based on the latest available closing price or, if not available, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public (a "Regulated Market"), shall be valued in a manner as similar as possible to that provided in relation to quoted securities;

(d) for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other Regulated Market (including non-quoted securities of closed-ended underlying funds), as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is readily available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Directors, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Directors on the basis of foreseeable sales prices;

(e) securities issued by any open-ended underlying funds shall be valued at their last available net asset value or price, as reported or provided by such funds or their agents;

(f) the liquidation value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets shall mean their net liquidation value determined, pursuant to the policies established or approved by the Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidation value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or other organised markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and organised markets on which the particular contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which the Net Asset Value is being determined, the basis for determining the liquidation value of such contract shall be such value as the Directors may deem fair and reasonable; and

(g) all other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Directors.

However, it is the opinion of the Directors that the above calculation principles will not cover a majority of the assets that will make up the Company's portfolio (collateralised debt obligations and asset-backed securities) as, in current markets, prices are either:

(a) unavailable on a monthly basis or;

(b) available but bearing little or no relation to fair market value/ an executable level.

In either of the above two circumstances, the level 2 valuation principles will be applied.

Level 2 - Observable markets that provide a good guide to the prices of the asset, even though there is no direct market

For assets where there is no observable price available or where the price bears little relation to fair value (as described in points (a) and (b) under Level 1 above), the assets will be valued by using a proxy asset which did itself have an observable market price, or where a third party (i.e. a broker dealer) is willing and able to provide a pricing grid.

In the absence of either of these, the level 3 valuation principles will be applied.

Level 3- No observable market or proxy market

For assets where no price is available as in Level 1 above or where no price can be derived as in Level 2 above, the assets will be valued by using the investment manager's proprietary models.

These models, whilst built in house, are based upon widely used cash flow modelling techniques and price derivation in the structured finance market.

For each of collateralised debt obligations and asset-backed securities, the model inputs are prepayment levels, default levels and recovery levels, each of which are verifiable against the relevant Index markets or against the trustee reports.

In instances where the value of an investment cannot be determined in accordance with the valuation procedures specified above or in instances where the Board of Directors or the agents of the Company determine that it is impracticable or inappropriate to determine the value of an asset or amount of a liability in accordance with the above procedures, the price will be a fair and reasonable value as determined in good faith and on a prudent basis in such manner as the Board of Directors or the agents of the Company may prescribe in accordance with the accounting procedures applicable to the Company.

In the event that a price or valuation estimate accepted by the Company in relation to an underlying investment subsequently proves to be incorrect or varies from a final published price, an adjustment to the Net Asset Value of the Company or per Share will be made as set out in the Offering Document.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, use different valuation methods. In any case, the valuation methods will be disclosed in the Offering Document.

Hard to value assets will be valued in accordance with the provisions of this section.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of a Sub-Fund or Class shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the Net Asset Value.

B. The liabilities of the Company shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee, performance or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- (iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other provisions if any authorised and approved by the Board of Directors covering among others liquidation expenses; and
- (v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by the Shares. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising, but not limited to, formation expenses, the remuneration and expenses of its Directors and officers, including their insurance cover, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its service providers and officers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Shares of the Company on any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, fees for auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices, rating agencies, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports taxes or governmental charges, shareholders servicing fees and distribution fees payable to distributors of Shares in the Company, currency conversion costs, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund, and if applicable, for each Class of a Sub-Fund in the following manner:

- (a) the proceeds from the allotment and issue of Shares of a particular Class or Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to that Class of Shares or Sub-Fund shall be applied or charged to the portfolio established for such Class or Sub-Fund subject to the provisions of these Articles of Incorporation;
- (b) where any asset is derived from another asset (whether cash or otherwise) such derivative asset shall be applied to the portfolio from which the related asset was derived and on each revaluation of an investment the increase or diminution in the value thereof (or the relevant portion of such increase or diminution in value) shall be applied to or deducted from the relevant portfolio;
- (c) in the case of an asset (or amount treated as a notional asset) which the Board of Directors does not consider attributable to a particular portfolio or portfolios, the Board of Directors shall have the discretion to determine the basis upon which any such asset shall be allocated between portfolios and the Board of Directors shall have power at any time and from time to time to vary such allocation;

(d) where assets not attributable to any portfolio give rise to any net profits or losses, the Board of Directors may allocate the assets representing such net profits or other net losses to the portfolios as it thinks fit;

(e) the liability to pay a dividend on a Class shall be allocated to the corresponding portfolio and the Board of Directors shall allocate any other liability to the portfolio or portfolios to which, in the Board of Directors' opinion, it relates or, if in the Board of Directors' opinion it does not relate to any particular portfolio or portfolios, between the portfolios at the Board of Directors' discretion in such manner as it considers fair and reasonable in all the circumstances and the Board of Directors shall have power at any time and from time to time to vary such basis. Such allocation will generally be pro rata to the Net Asset Value of the relevant portfolios;

(f) in any proceedings brought by any holder of Shares of a particular Class or Sub-Fund in respect of the rights of such holder as the holder of such Shares, any liability of the Company to such shareholder in respect of such proceeding shall only be settled out of the assets in the portfolio corresponding to such Shares, without recourse in respect of such liability or any allocation of such liability to any other Class or Sub-Fund of the Company;

(g) the Board of Directors may make debits or credits of assets (or amounts treated as notional assets) to portfolios if, as a result of a creditor or litigant proceeding against certain of the assets of the Company or otherwise, a liability would be borne in a different manner from that in which it would have been borne under paragraph (e) above, or in any similar circumstances; and

(h) save as otherwise provided in these Articles of Incorporation, the assets allocated to a portfolio shall be applied solely in respect of the Shares of the Class or Sub-Fund to which such portfolio relates and no holder of Shares of that Sub-Fund or Class shall have any claim or right to any asset allocated to any other portfolio.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each share Class which is issued by the Company in relation with a same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition, there may be held within each pool on behalf of one specific share Class or several specific share Classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all Share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such Class or share Classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share Classes related to the same pool and which shall be allocable to each Class shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of Class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each Class shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share Class shall be in proportion to the respective number of the shares of each Class at the time of the first issuance of shares of a new Class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific Class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share Class;

3) if in respect of one share Class the Company acquires specific assets or pays Class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share Classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific Class, the proportion of the common portfolio attributable to such Class shall be reduced by the acquisition cost of such Class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such Class or the redemption price paid upon redemption of shares of such Class;

4) the value of Class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share Class or Classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share Class or Classes.

E. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the dealing day on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

b) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the relevant dealing day and, from such time and until paid, the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any Sub-Fund is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Board of Directors so determines, the Net Asset Value of the Shares of each Sub-Fund may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per Share of such Sub-Fund may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

**Art. 24. Pooling.**

1. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for each Sub-Fund (hereafter referred to as “Participating Funds”) on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool (“Enlarged Asset Pool”) shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units (“Units”) of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a Unit which shall be expressed in such currency as the Board of Directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund Units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of Units, calculated to four decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a Unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of Units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of Units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of Units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a Unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal, a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 23 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 25. Issue of Shares.** Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Share price for the relevant Class of the relevant Sub-Fund plus an initial sales charge of up to 5% of the Net Asset Value per Share. The price so determined shall be payable within a period, as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time. The Share price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

**Art. 26. Distributors.** The Board of Directors may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing Shares of the Company to charge any applicant for Shares a sales commission of such amount may be disclosed in the Offering Document.

**Art. 27. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on 1 September of each year and shall terminate on 31 August of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency as the Board of Directors may determine. The accounts of the Company will be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles, as applied by the Board of Directors from time to time by agreement with the auditors of the Company or such other accounting principles or policies selected by the Board of Directors and agreed with the auditors of the Company from time to time.

**Art. 28. Custodian.** The Company shall enter into a custodian agreement with an entity which shall satisfy the requirements of the Law of 2007 (the “Custodian”) and which shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities required by the Law of 2007 and, if applicable, the Law of 2013.

The Custodian may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of article 19 (11) of the Law of 2013, these Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in article 19(14) of the Law of 2013. The Company hereby allows for any discharge by the Custodian of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the Law of 2013.

Information regarding any discharge by the Custodian of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors and shareholders in accordance with article 31 of these Articles, it being

understood that availability or disclosure of any such information may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

**Art. 29. Investment Manager.** The Company or its alternative investment fund manager shall enter into an investment management agreement with Negentropy Capital Partners LLP or any affiliated or associated company thereof (the “Investment Manager(s)”) for the management of the assets of the Company and assistance with respect to its portfolio selection. The Board of Directors may authorise the Investment Manager(s) to delegate from time to time the power to implement the investment policy and manage the assets of the Company. In the event of termination of said agreement in any manner whatsoever, the Company will, if applicable, change its name forthwith upon the request of any Investment Manager(s) to another name not resembling the one specified in Article 1 hereof.

**Art. 30. Liquidation of a Sub-Fund or of the Company and Mergers.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such category of such Class. The completion of the liquidation of the Company must in principle take place within a period of nine months from the date of the decision relating to the liquidation. Where the liquidation of the Company cannot be fully completed within a period of nine months, a written request for exemption shall be submitted to the CSSF detailing the reasons why the liquidation cannot be completed. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law of 2007.

A Sub-Fund or a Class may be terminated by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a Sub-Fund or a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time, or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund or a Class should be terminated. In such event, the assets of the Sub-Fund or the Class shall be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in proportion to their holding of Shares in that Sub-Fund or Class and such other evidence of discharge as the Board of Directors may reasonably require. This decision will be notified to shareholders as required. No Shares shall be redeemed after the date of the decision to liquidate the Sub-Fund or a Class. The completion of the liquidation of a Sub-Fund or a Class must in principle take place within a period of nine months from the date of decision of the Board of Directors relating to the liquidation. Where the liquidation of Sub-Fund or a Class cannot be fully completed within a period of nine months, a written request for exemption shall be submitted to the CSSF detailing the reasons why the liquidation cannot be completed. Assets, which could not be distributed to Shareholders upon the close of the liquidation of the Sub-Fund concerned, will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of their beneficiaries.

A Sub-Fund or a Class may merge with one or more other Sub-Funds or Classes by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a Sub-Fund or a Class is below such amount as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document from time to time or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund or a Class should be merged. This decision will be notified to shareholders as required. The shareholders of the relevant Sub-Fund or Class shall be given the option, within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and specified in said notice, to request free of any redemption charge either the redemption of their Shares or, at the sole discretion of the Board of Directors, the conversion of their Shares with Shares of any Sub-Fund or Class not concerned by the merger. Any applicable redemption adjustment is not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

A Sub-Fund may be contributed to another Luxembourg investment fund by resolution of the Board of Directors in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a Sub-Fund should be contributed to another fund. This decision will be notified to shareholders as required. Each shareholder of the relevant Sub-Fund shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and specified in said notice, to request, free of any redemption charge, the redemption of its Shares. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due. At the close of such period, the contribution shall be binding on all shareholders who did not request a redemption. In the case of a contribution to an unincorporated investment fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution. When a Sub-Fund is contributed to another investment fund, the valuation of the Sub-Fund’s assets shall be verified by an auditor who shall issue a written report at the time of the contribution. A Sub-Fund may be contributed to a non Luxembourg investment fund only when the relevant

Sub-Fund's shareholders have unanimously approved the contribution or on the condition that only the shareholders who have approved such contribution are effectively transferred to that foreign fund.

If the Board of Directors determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund or Class, by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes, may take place. This decision will be notified to shareholders as required. The notification will also contain information about the two or more new Sub-Funds or Classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption of their Shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Sub-Funds or Classes becomes effective. Any applicable redemption adjustment is not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

**Art. 31. Information to be Disclosed to Investors and Shareholders.** To the extent the Offering Document does not include the information to be provided or communicated to investors and shareholders pursuant to the Law of 2013, the Private Offering Document will indicate how and/or where such information is made available to investors and shareholders.

**Art. 32. Transfer and Reuse of Assets.** To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby agrees upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, any third party, including the Custodian and any prime broker appointed from time to time.

**Art. 33. Preferential Treatment.** Subject to the provisions of the Law of 2013, certain shareholders may be granted (e.g., through a side letter or a subscription agreement) a preferential treatment or a right to obtain a preferential treatment. Such preferential treatment may relate to (but is not limited to) different disclosure/reporting to shareholders, different shareholder liquidity terms and different fee terms for shareholders.

**Art. 34. Amendment of Articles of Incorporation.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Class or Sub-Fund vis-à-vis those of any other Class or Sub-Fund shall be subject, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Class or Sub-Fund.

**Art. 35. General.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2007.

#### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Estimate of costs*

The above-named party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection at about one thousand five hundred Euros (EUR1.500.-).

Nothing else being in the agenda, the Meeting was closed.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: X. ROUVIERE, C. SCHUEBEL, G. BOBINA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 26 janvier 2016. 2LAC/2016/1697. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 janvier 2016.

Référence de publication: 2016061158/847.

(160021874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2016.

#### **ICTS Europe, Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 173.001.

L'an deux mille quinze, le trente-et-unième jour du mois de décembre

Par devant Nous, Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires d'ICTS Europe (les Actionnaires), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30 boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.001 (la Société), constituée par un acte notarié de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), le 27 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 11 du 2 janvier 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 18 décembre 2013, suivant acte de Maître Roger ARRENS-DORFF, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg) publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 585 du 5 mars 2014.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Paul WEILER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg qui désigne comme Secrétaire Madame Morgane BODET, assistante juridique, demeurant à Luxembourg, et choisit comme Scrutateur Madame Morgane BODET, assistante juridique, demeurant à Luxembourg, (le Président, le Secrétaire et Scrutateur forment le Bureau de l'Assemblée).

Les Actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont mentionnés sur une liste de présence qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par les mandataires des Actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations émises par les Actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront également annexées aux présentes signées par toutes les parties.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que le capital social de la Société est fixé à vingt-et-un millions huit cent onze mille euros (EUR 21.811.000,-) représenté par vingt et un millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents (21.598.500) actions ordinaires (les AO), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et par deux cent douze mille cinq cents (212.500) actions de préférence de catégorie R (les ADP R), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. renonciation au droit de souscription préférentiel par les actionnaires en ce qui concerne les nouvelles actions de la Société à émettre;
3. augmentation du capital souscrit de la Société d'un montant maximal de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt et un millions huit cent onze mille euros (EUR 21.811.000,-) représenté par vingt et un millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents (21.598.500) actions ordinaires (les AO), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et par deux cent douze mille cinq cents (212.500) actions de préférence de catégorie R (les ADP R) d'une valeur nominale d'un euro (1.-EUR) à un montant de vingt-cinq millions huit cent onze mille euros (EUR 25.811.000,-) par l'émission de quatre millions (4.000.000,-) de nouvelles AO, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les actions de même catégorie existantes (les Nouvelles AO);
4. souscription et paiement par apports en nature par Cyrus S.A. de quatre millions (4.000.000,-) Nouvelles AO;
5. engagement des actionnaires d'autoriser M. Oren Sapir, M. Shai Merav, M. Ronen Remetz et M. Danilo Vanoi à souscrire à une augmentation de capital ultérieure de la Société, à hauteur des montants maximaux suivants:
  - souscription par M. Oren Sapir d'un montant maximal (i) de vingt-huit mille deux cent trente-quatre (28.234,-) Nouvelles AO et (ii) neuf mille quatre cent onze (9.411,-) nouvelles A DPR;
  - souscription et paiement en numéraire par M. Shai Merav, M. Ronen Remetz et M. Danilo Vanoi d'un montant maximal, pour chacun, (i) de seize mille neuf cent quarante (16.940,-) Nouvelles AO et (ii) de cinq mille six cent quarante-sept (5.647,-) nouvelles ADP R;
6. modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société quant à la mention du capital social; et
7. divers.

Ces faits exposés et reconnus par l'Assemblée, et après délibération, l'Assemblée prend les résolutions suivantes à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à la présente l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de renoncer au droit de souscription préférentiel par les actionnaires en place en ce qui concerne les nouvelles actions de la Société à émettre lors de la présente Assemblée.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide à l'unanimité d'augmenter le capital souscrit de la Société d'un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt et un millions huit cent onze mille euros (EUR 21.811.000,-)



représenté par vingt et un millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents (21.598.500) actions ordinaires (les AO), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et par deux cent douze mille cinq cents (212.500) actions de préférence de catégorie R (les ADP R) d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de vingt-cinq millions huit cent onze mille euros (EUR 25.811.000,-) par l'émission de quatre millions (4.000.000,-) nouvelles AO, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les actions de même catégorie existantes (les Nouvelles AO), et l'Assemblée émet ces nouvelles actions.

En conséquence, le capital social s'élève à vingt-cinq millions huit cent onze mille euros (EUR 25.811.000,-) représenté par (i) vingt-cinq millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents (25.598.500) actions ordinaires AO et par (ii) deux cent douze mille cinq cents (212.500) ADP R.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée approuve et accepte la souscription des actions de la Société nouvellement émises comme suit:

##### *Souscription - Paiement - Cyrus S.A.*

Après approbation par l'unanimité des Actionnaires existants, Cyrus S.A., une société anonyme constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 30 boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 174.616,

ici représentée par Madame Morgane BODET, assistante juridique, demeurant à Luxembourg

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

déclare souscrire à quatre millions (4.000.000,-) Nouvelles AO ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant une valeur nominale totale de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-).

Cyrus S.A. déclare libérer entièrement les actions souscrites par un apport d'une créance (l'Apport), d'un montant total de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-), affecté intégralement au capital social de la Société.

Conformément au rapport de réviseur d'entreprises agréé (le Rapport) délivré par Monsieur Philippe SLENDZAK du cabinet AUDITEURS ASSOCIES, demeurant professionnellement à [Luxembourg, 32, boulevard Joseph II] et daté du 31 décembre 2015, l'Apport, ayant une valeur de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-), est certain, liquide et exigible.

Conclusions du rapport du réviseur sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie».

Le Rapport, après avoir été signé ne varietur par les mandataires et le notaire soussigné, restera annexé à la présente pour être soumis aux formalités d'enregistrement.

#### *Sixième résolution*

Après approbation par l'unanimité des Actionnaires existants, les Actionnaires s'engagent à participer à une nouvelle assemblée générale de la Société avant le 31 mars 2016 en vue de permettre aux actionnaires minoritaires de souscrire à un nombre d'actions comme suit:

(i) Oren SAPIR pourra souscrire (i) vingt-huit mille deux cent trente-quatre (28.234,-) nouvelles AO de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) neuf mille quatre cent onze (9.411,-) nouvelles ADP R de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant un montant total de trente-sept mille six cent quarante-cinq euros (EUR 37.645,-) et les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de trente-sept mille six cent quarante-cinq euros (EUR 37.645,-);

(ii) Shai MEIRAV pourra souscrire (i) seize mille neuf cent quarante (16.940,-) nouvelles AO de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) cinq mille six cent quarante-sept (5.647,-) nouvelles ADP R de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-) et les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-);

(iii) Ronen REMETZ pourra souscrire (i) seize mille neuf cent quarante (16.940,-) nouvelles AO de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) cinq mille six cent quarante-sept (5.647,-) nouvelles ADP R de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-) et les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-); et

(iv) Danilo VANOI pourra souscrire (i) seize mille neuf cent quarante (16.940,-) nouvelles AO de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) cinq mille six cent quarante-sept (5.647,-) nouvelles ADP R de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-) et les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-sept euros (EUR 22.587,-).

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'article 5 alinéa 1 des Statuts de la Société sera modifié comme suit:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt-cinq millions huit cent onze mille euros (EUR 25.811.000,-), divisé en vingt-cinq millions huit cent onze mille (25.811.000,-) Actions, intégralement libérées à la souscription et réparties en plusieurs catégories d'Actions, ainsi qu'il suit:

(1.i) vingt-cinq millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents (25.598.500) actions ordinaires (les AO), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune; et

(1.ii) deux cent douze mille cinq cents (212.500) ADP R actions de préférence de catégorie R (les ADP R), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Les droits et obligations attachés aux Actions de chaque catégorie sont définis dans les présents Statuts.»

La suite de l'article 5 des Statuts reste inchangée.

#### *Déclaration*

A la demande des comparants le notaire a établi le présent acte en français.

#### *Frais*

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations ou charges de quelques formes que ce soit qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ trois mille deux cent cinquante euros (3.250.-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: WEILER, BODET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 31 décembre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 42622. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 11 février 2016.

Référence de publication: 2016065281/143.

(160027348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

#### **A.C.I. Morocco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.151.

—  
Veuillez prendre note que suite au contrat de cession de parts sociales du 17 novembre 2015, l'actionnaire unique, la société A.C.I. Agro S.à r.l., a transféré ses 20.000 parts sociales à Catania Trading Ltd., avec siège social à Vanterpool Plaza, 2<sup>ème</sup> étage, Wickham Cay I, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, et enregistrée auprès du registre des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 415346.

Nouvelle situation:

Catania Trading Ltd. . . . . 20.000 parts sociales

Luxembourg, le 3 décembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour A.C.I. Morocco S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015196438/17.

(150220399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

#### **Anetorre, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.578.

—  
Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 30 Novembre 2015, que l'associé unique de la Société, BRE/ Europe 8Q S.à r.l., a transféré la totalité des 500 parts sociales qu'il détenait dans la Société de la manière suivante:

(1) German Investment Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 184.320;

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

1. German Investment Topco S.à r.l. . . . . 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 Décembre 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015196453/19.

(150220684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

**IDI Gazeley Düsseldorf South 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 202.007.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of November.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The founder is here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

**Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, including its article 209, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is "IDI Gazeley Düsseldorf South 2 S.à r.l.".

**Art. 3.** The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

The Company may in particular perform operations pertaining to the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares of EUR 1 (one Euro) each.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the coordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

### Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman, but who shall not have a casting vote. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be represented vis-à-vis third parties and bound by the sole signature of the manager in the case of a sole manager, by the joint signature of two managers in the case of a board of managers, but in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) by the signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole or joint signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by two managers but, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager (including by way of representation).

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

#### Shareholders decisions

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

#### Financial year - Balance sheet

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not

exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

### **Applicable law**

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

### *Transitory measures*

The first financial year shall begin today and end on 31<sup>st</sup> December 2015.

### *Subscription - Payment*

All the 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

- Mrs Sara Speed, private employee, born on 14<sup>th</sup> April 1976 in Gaborone, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Mr. Jean-Philippe Fiorucci, private employee, born on 8<sup>th</sup> June 1972 in Villerupt, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Mr Luc Leroi, with professional address at 13a rue de Clairefontaine L-8460 Eischen.

In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the joint signature of two managers.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparait:

BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Fondateur ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### Dénomination - Siège - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "IDI Gazeley Düsseldorf South 2 S.à r.l."

**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société pourra en particulier faire toutes opérations ayant trait à l'acquisition, au développement, à la promotion, à la vente, à la gestion et/ou à la location de ses propriétés immobilières, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes les opérations relatives aux biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations au Luxembourg ou dans des sociétés étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euro), représenté par 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1 (un Euro) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Le Conseil de gérance choisira un président parmi ses membres, mais qui n'aura pas de voix prépondérante. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui pourra être représenté).

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment exécutés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un seul gérant en cas de gérant unique, par la signature conjointe de deux gérants en cas d'un conseil de gérance, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), par la signature d'un gérant de classe A et de classe B (y inclus par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature ou par la signature conjointe de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par deux gérants ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B (y inclus par voie de représentation).

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défenseurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transac-



tionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

#### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

#### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde est à la disposition des associés.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2015.

### Souscription - Libération

Les 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

### Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Madame Sara Speed, employé privé, né le 14 Avril 1976 à Gaborone, Botswana, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Monsieur Jean-Philippe Fiorucci, employé privé, né le 8 Juin 1972 à Villerupt, France, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,
- Luc Leroi, dont l'adresse professionnelle est au 13a, rue Clairefontaine L-8460 Eischen.

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38314. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197892/416.

(15022568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Idi Gazeley Düsseldorf South 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 202.008.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of November.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The founder is here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following bylaws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

#### **Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, including its article 209, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is "IDI Gazeley Düsseldorf South 1 S.à r.l.".

**Art. 3.** The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

The Company may in particular perform operations pertaining to the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object."

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares of EUR 1 (one Euro) each.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

### Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman, but who shall not have a casting vote. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be represented vis-à-vis third parties and bound by the sole signature of the manager in the case of a sole manager, by the joint signature of two managers in the case of a board of managers, but in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) by the signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole or joint signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by two managers but, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager (including by way of representation).

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

#### **Shareholders decisions**

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

#### **Financial year - Balance sheet**

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

### Applicable Law

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### *Transitory measures*

The first financial year shall begin today and end on 31<sup>st</sup> December 2015.

#### *Subscription - Payment*

All the 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

#### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

- Mrs Sara Speed, private employee, born on 14<sup>th</sup> April 1976 in Gaborone, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Mr. Jean-Philippe Fiorucci, private employee, born on 8<sup>th</sup> June 1972 in Villerupt, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

- Mr Luc Leroi, with professional address at 13a rue de Clairefontaine L-8460 Eischen.

In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the joint signature of two managers.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Fondateur ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "IDI Gazeley Düsseldorf South 1 S.à r.l.".

**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société pourra en particulier faire toutes opérations ayant trait à l'acquisition, au développement, à la promotion, à la vente, à la gestion et/ou à la location de ses propriétés immobilières, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes les opérations relatives aux biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations au Luxembourg ou dans des sociétés étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### **Capital - Parts sociales**

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euro), représenté par 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1 (un Euro) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### **Gérance**

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée

indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Le Conseil de gérance choisira un président parmi ses membres, mais qui n'aura pas de voix prépondérante. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui pourra être représenté).

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment exécutés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un seul gérant en cas de gérant unique, par la signature conjointe de deux gérants en cas d'un conseil de gérance, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), par la signature d'un gérant de classe A et de classe B (y inclus par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature ou par la signature conjointe de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par deux gérants ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B (y inclus par voie de représentation).

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemnifiera tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.



Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### **Exercice social - Comptes annuels**

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde est à la disposition des associés.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### **Loi applicable**

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### **Dispositions transitoires**

Le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2015.

*Souscription - Libération*

Les 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l., prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

*Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Madame Sara Speed, employé privé, né le 14 Avril 1976 à Gaborone, Botswana, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Monsieur Jean-Philippe Fiorucci, employé privé, né le 8 Juin 1972 à Villerupt, France, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Luc Leroi, dont l'adresse professionnelle est au 13a, rue Clairefontaine L-8460 Eischen.

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38312. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197891/415.

(150222558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**NREP NSF II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.953.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of November.

before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

NREP Real Estate Partners AB, a company limited by shares (Aktiebolag) incorporated and existing under the laws of Sweden, having its registered office at Kungsgatan 44 6<sup>th</sup> floor, 11135 Stockholm, Sweden, being registered with the Bolagsverket under number 556706-4885,

and represented by Maître Jeffrey Kolbet, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg, with professional address at 5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy dated 20 November 2015 which shall be registered ne varietur together with the present deed,

being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") and holding all the shares in "NREP NSF II Investment S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 13 October 2015 by deed of the pre-named notary, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 200.953.

The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

I. Reduction of the nominal value of the shares issued by the Company from its current amount of one hundred euro (EUR 100) each to one euro cent (EUR 0.01) each and the consequential issue of one million two hundred forty-nine thousand eight hundred seventy-five (1,249,875) shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

II. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 5.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association.“

2. After the foregoing was approved, the following resolutions were passed:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolved to reduce the nominal value of the shares issued by the Company from its current amount of one hundred euro (EUR 100) each to one euro cent (EUR 0.01) each. Consequently, a number of one million two hundred forty-nine thousand eight hundred seventy-five (1,249,875) shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) will be issued by the Company.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company so as to read as set forth in the agenda.

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 1,300

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois novembre,

par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

a comparu

NREP Real Estate Partners AB, une société à responsabilité limitée constituée et existante en vertu des lois de Suède, ayant son siège social au Kungsgatan 44 6<sup>ème</sup> étage, 11135 Stockholm, Suède, immatriculée au Bolagsverket sous le numéro 556706-4885,

représentée par Maître Jeffrey Kolbet, Avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 20 novembre 2015, laquelle sera enregistrée ne varietur avec le présent acte,

étant l'associé unique (l'«Associé Unique») et détenant l'intégralité des parts sociales de «NREP NSF II Investment S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée le 13 octobre 2015 suivant acte reçu du notaire instrumentant, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 200.953.

Le partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales émises par la Société, de sorte que des décisions peuvent être prises valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants:

(I) Réduction de la valeur nominale des parts sociales émises par la Société de la valeur actuelle de cent euro (100 EUR) à un centime d'euro (0,01 EUR) et, par conséquent, l'émission d'un million deux-cent quarante-neuf mille huit cent soixante-quinze (1.249.875) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune;

(II) Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de prendre la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social émis de la société est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500 EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune. Le

capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.»

Après approbation de ce qui précède, les résolutions suivantes ont été passées:

*Première résolution*

L'Associé Unique a décidé de réduire la valeur nominale actuelle des parts sociales émises par la Société de cent euro (EUR 100) chacune à un centime d'euro (0,01 EUR) chacune et par conséquence l'émission d'un million deux-cent quarante-neuf mille huit cent soixante-quinze (1.249.875) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'agenda.

*Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à 1.300 EUR.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: J. KOLBET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 24 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/37040. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015198074/100.

(150221427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**Opportunity Fund III Property XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 123.490.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of December

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116180, hereinafter referred to as the "Sole Shareholder",

hereby represented by Mr Lovane Etienne residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given on the 26 November 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of Opportunity Fund III Property XII S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated by a deed of Maître Jean Seckler on 13<sup>th</sup> December 2006, with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123490, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 382 of March 15, 2007 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not been amended yet.

The appearing party representing all the five hundred (500) shares of the Company, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each, and acting in its capacity as Sole Shareholder of the Company has recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

### *Agenda*

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of the liquidator.
3. Determination of the powers to be granted to the liquidator.
4. Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175450, as liquidator of the Company, with Mr. Fahad Ziabutt, professionally domiciled at 33 rue du Puits Romain L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), as permanent representative of the liquidator.

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves that, the aforesaid liquidator has the mission to realize all of the assets and liabilities of the Company.

The liquidator in performing his duties shall be exempted from the obligation of drawing up an inventory, may in this respect rely fully on the books of the Company and shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, distribute advances on the liquidation profits to the Sole Shareholder.

The liquidator has the authority to perform and execute all operations provided for in articles 144 and 145 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended, without a specific authorization of the Sole Shareholder.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately at one thousand and two hundred euro (EUR 1,200.).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le premier Décembre,

Par-devant Nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg

A comparu:

Opportunity Fund III (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116180, ci-après désignée par: «l'Associé Unique»,

Représentée aux fins des présentes par Mr Lovane Etienne, en vertu d'une procuration donnée le 26 Novembre 2015.

Cette procuration sera annexée au présent acte pour les effets de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter que l'Associé est l'associé unique de Opportunity Fund III Property XII S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), constituée suivant acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Luxembourg, le 13 Décembre 2006, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123490, publié au Mémorial C numéro 382 du 15 Mars 2007 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

Lequel comparant représentant toutes les cinq cent (500) parts sociales et ainsi agissant en sa qualité d'associé unique, a reconnu être pleinement informé des résolutions devant être prises sur la base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la société en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur.
4. Divers.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer WEIDEMA VAN TOL LUXEMBOURG S.à r.l, une société à responsabilité limitée, régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 33, Rue du Puits Romain, L-8070 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175450, comme liquidateur de la Société, avec M. Fahad Ziabutt, domicilié professionnellement au 33 rue du Puits Romain L8070 Bertrand (Grand-Duché du Luxembourg), en qualité de représentant permanent du liquidateur.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide que le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société.

Le liquidateur dans l'exercice de ses fonctions est dispensé de dresser inventaire, peut se référer aux écritures de la société, disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou des actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité distribuer des avances sur le boni de liquidation à l'Associé Unique

Le liquidateur a le pouvoir d'accomplir et d'exécuter toutes les opérations prévues par les articles 144 et 145 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915 telle que modifiée, sans autorisation spécifique préalable de l'Associé Unique.

Le liquidateur peut sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il estime appropriés pour l'accomplissement de certains actes en particulier.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. ETIENNE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 03 décembre 2015. Relation: DAC/2015/20661. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé): THOLL.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 07 décembre 2015.

Référence de publication: 2015198081/136.

(150221469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Estonteco, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-9136 Schieren, 12, Cité Emile Tibessart.

R.C.S. Luxembourg B 159.455.

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur Frédéric Michael FOETELER, ingénieur diplômé, né le 8 novembre 1971 à Malmedy (B), demeurant à L-9136 Schieren, 12, Cité Emile Tibessart.

associé unique de la société à responsabilité limitée ESTONTECO, inscrite au RSCL sous le numéro B 159.455, ayant son siège social à L-9136 Schieren, 12, Cité Emile Tibessart.

Créée suivant acte passé par-devant le notaire instrumentaire en date du 21 février 2011, publiée au Mémorial C des Sociétés et Associations le 1<sup>er</sup> juin 2011 sous le numéro 1176;

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter en assemblée générale la résolution suivante qu'il a pris:

*Unique résolution:*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de 87.500.-€ et de changer l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à cent mille (100.000) euros représenté par deux mille (2.000) parts sociales d'une valeur de cinquante (50) euros chacune»

par incorporation partielle du compte courant associé (471211) pour un montant de quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (87.500,00 €), ladite somme se trouvant à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément; Toutes les parts nouvelles sont souscrites par le comparant prénommé ici présent qui accepte expressément.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est close.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F.M. FOETELER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20093. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur (signé): Tholl.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197759/46.

(150221332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**IMCRIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2529 Howald, 25, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 191.333.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197895/10.

(150222127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Statuts coordonnés rectificatifs (en remplacement des statuts coordonnés déposés le 27 avril 2015 référence L150070837) déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197944/11.

(150222331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**A.R.S. Groupe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 25, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 94.473.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 27 novembre 2015.*

1. L'assemblée décide de remplacer, au poste de commissaire aux comptes, Monsieur Alain KOHNEN par la société Fiduciaire Internationale S.A., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B34.813, ayant son siège à L-1470 Luxembourg, 7, Route d'Esch et représentée par Alain KOHNEN. La mission de Fiduciaire Internationale S.A. portera sur le contrôle des comptes au 31 décembre 2015 et se finira lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016.

2. Suite à la renumérotation par la commune, l'assemblée acte, avec effet immédiat, la modification de l'adresse du siège social qui est désormais: L- 9647 Doncols, 25, Bohey.

3. L'assemblée décide de renouveler aux postes d'administrateur Monsieur Arthur Schmit, Monsieur René Schmit et la société MAZOUT BERENS S.A. représentée par René Schmit pour la période du 27 juin 2014 au 14 juillet 2015.

4. L'assemblée décide de renouveler aux postes d'administrateur-délégué Monsieur Arthur Schmit et Monsieur René Schmit pour la période du 27 juin 2014 au 14 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Doncols, le 27 novembre 2015.

Référence de publication: 2015196442/20.

(150221225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Ben Oldman Loan Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, avenue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 189.555.

J'ai le regret, par la présente, de vous remettre ma démission en tant que gérant de catégorie B de votre société, avec effet au 26 novembre 2015.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Livio Gambardella.

Référence de publication: 2015196553/11.

(150220243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---